

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Quand il y avait des travaux à réaliser au pays, par exemple les grands projets qu'il y a eu dans diverses régions, nous sommes venus plus près de la prospérité nationale qu'à toute époque depuis lors, depuis les années 60 en tout cas. A l'époque les gouvernements se reconnaissaient des responsabilités. Non pas que l'entreprise privée ait été mauvaise, loin de là. C'était plutôt le contraire, surtout dans les propos du gouvernement Saint-Laurent de l'époque. Il savait reconnaître l'importance des sociétés exploitant les ressources naturelles et de leur rôle dans l'économie canadienne. C'est une évidence qui se dégage de l'histoire de cette période. Mais on savait reconnaître, pour l'avoir constaté pendant la Grande Crise économique et pendant la Guerre, que si les sociétés de commerce peuvent faire énormément et que l'économie de marché suggère certains types d'investissements, il y avait des mesures que le gouvernement du Canada devait prendre et qu'il devrait continuer de prendre. On savait reconnaître dans les années 40 qu'en agissant de la sorte on réaliserait le plein d'emploi au Canada. On savait reconnaître que cela donnerait au pays une prospérité qu'il n'avait pas connue depuis les années 20 ou qu'il avait connue pendant la guerre, quand le gouvernement avait joué un rôle moteur pour augmenter la production afin de combler les besoins du temps de guerre.

Il y a quelques instants le secrétaire parlementaire parlait des taux de chômage régionaux des diverses provinces. Il faut reconnaître l'importance d'un programme de ce genre. Bien sûr les taux de chômage sont moins élevés dans beaucoup de provinces qu'en 1984. Mon Dieu, pourquoi s'en étonner? En 1984, nous sortions à peine de la dépression du début des années 80 entraînée par les taux d'intérêt. Il faut bien s'attendre qu'avec des taux d'intérêt raisonnables et avec la reprise dans le bâtiment, les taux de chômage sont moins élevés qu'en 1984. Mais il est de fait que dans huit des dix provinces il n'y a pas de quoi se vanter, même actuellement. Il faut une bonne dose d'effronterie aux ministériels pour faire état de cela, chose qui a été mise en évidence il y a quelques instants quand notre collègue de Cap-Breton nous a parlé du chômage qui règne dans sa circonscription.

Pour ce qui est du chômage et de l'absence de prospérité, il faut savoir reconnaître que le gouvernement pourrait faire beaucoup pour assurer le retour de la prospérité et l'évolution vers le plein emploi dans ces régions. Lorsque l'on se sera rapproché du plein emploi, nous voudrions nous assurer que la fiscalité est telle qu'elle permet d'équilibrer le budget. Une fois le budget équilibré on pourra peut-être même trouver les ressources pour réduire la dette nationale, plutôt que d'être obsédé, comme l'est ce gouvernement, par la réduction du déficit avant toute autre chose.

Y a-t-il des exemples de projets qui devraient être réalisés pour répondre aux besoins de la nation? J'espère que certains députés auront entendu une partie de *Cross Country Check-Up*, hier après-midi, où l'invité en studio était le président de VIA Rail. Des Canadiens de tout le pays ont téléphoné pour déclarer leur amour des voyages en train et leur désir de voir le

service amélioré. On a parlé de liaisons rapides qui dépassent largement la capacité actuelle de VIA Rail, qui a du matériel roulant démodé et des voies ferrées impropres à une circulation plus rapide. C'est une qualité de matériel roulant que mon collègue de Regina-Ouest a fort bien décrite dans ses observations, lorsqu'il a téléphoné à l'émission.

• (1600)

J'ai été frappé par ce que l'on pourrait faire avec des trains roulant à 180 kilomètres à l'heure ou plus. Ce sont des vitesses que l'on atteint en France et que l'on atteindra bientôt ailleurs en Europe, des vitesses qui ont été dépassées au Japon. Il est certain qu'il serait très intéressant d'avoir ce genre de trains au Canada. Beaucoup de gens préféreraient alors le train à la route, voire même à l'avion.

Naturellement, pour en arriver là il faudrait dépenser pas mal d'argent. C'est cependant un domaine dans lequel le gouvernement du Canada pourrait choisir d'investir. Ce qui m'a vraiment frappé, c'est l'idée d'établir une ligne Québec-Montreal-Toronto-Windsor. Ce serait une bonne idée non seulement pour répondre aux besoins des voyageurs mais aussi sur le plan de la rentabilité.

Le président de VIA Rail a dit que cette ligne s'amortirait d'elle-même. Une subvention serait nécessaire au début, je suppose, pour la lancer, mais si une telle entreprise s'avère rentable, je me demande dans quels délais on pourrait faire des études de confirmant et quand on pourrait commencer les travaux. Si l'on juge que ce serait une opération commerciale rentable, attelons-nous à la tâche immédiatement, tout en sachant que la construction d'une telle ligne entre Windsor et Québec créerait des emplois tout le long de la ligne, dans des régions qui en ont grand besoin.

L'aménagement d'une ligne rapide dans le couloir central du Canada est un exemple de projet que le gouvernement pourrait entreprendre. C'est une bonne idée qui pourrait être financée à part des emprunts du gouvernement fédéral. On pourrait utiliser le pouvoir d'emprunt du gouvernement du Canada ainsi que Via Rail pour réaliser des projets intéressants pour les Canadiens.

Il y a aussi une autre question qui me préoccupe, toujours dans le domaine des transports. Il faudrait peut-être bien 3 milliards, d'après les prévisions du gouvernement de l'Ontario du moins, mais il faut améliorer la transcanadienne dans le Nord de l'Ontario. Il existe un autre projet très important tant sur le plan régional que national. Dans la circonscription de Thunder Bay—Nippigon, un tronçon de route de plus de 100 kilomètres de long sert de raccord entre l'Est et l'Ouest du Canada. Un pont enjambe la rivière Nipigon à l'extrémité Est de ce tronçon; or, la mise hors d'usage de ce pont couperait tous les transports entre l'Est et l'Ouest du Canada. Les gens auraient à passer par la rive sud des Grands Lacs. Il y a bien sûr des tronçons de la route qui ont été fermés durant de brèves périodes, même depuis le peu de temps que je suis député.